

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
12 novembre 2013
Français
Original : anglais

**Lettre datée du 2 octobre 2013, adressée au Président
du Comité 1540 (2004) par le Représentant permanent
de la Géorgie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint les informations¹ relatives à la mise en œuvre de la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité, recueillies par le Gouvernement géorgien en réponse à la lettre que lui a adressée le Comité le 27 février 2013 (référence : S/AC.44/2013/OC.5).

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Kaha **Imnadze**

¹ Les tableaux communiqués par la Géorgie figureront en annexe au présent rapport en anglais seulement, langue de présentation comme en a décidé le Comité.



**Annexe à la lettre datée du 2 octobre 2013 adressée
au Président du Comité par le Représentant permanent
de la Géorgie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Informations relatives à la mise en œuvre de la résolution 1540 (2004)
du Conseil de sécurité**

Cadre législatif

L'exportation, l'importation, la réexportation et le transit d'armes, d'éléments connexes et de leurs vecteurs, et de biens à double usage sont régis par les lois suivantes :

- Loi sur les armes;
- Loi sur l'exportation et l'importation d'armes, d'équipement militaire et d'éléments à double usage;
- Loi sur l'octroi de licences et de permis;
- Loi sur la sûreté nucléaire et radiologique;
- Code pénal géorgien;
- Code des infractions administratives;
- Décret présidentiel n° 304 du 15 juillet 2000 relatif à la liste des articles militaires dont l'exportation est soumise à contrôle;
- Décret présidentiel n° 408 du 22 septembre 2002 concernant certaines mesures relatives au règlement des questions liées à l'exportation, à l'importation, à la réexportation et au transit d'articles à double usage dont l'exportation est soumise à contrôle;
- Décret présidentiel n° 415 du 26 août 2008 concernant le plan d'intervention national applicable en cas de situation d'urgence d'origine naturelle ou anthropique;
- Décret présidentiel n° 424 du 4 juillet 1999 concernant certaines mesures relatives au contrôle de l'exportation d'éléments à double usage (technologies, équipement et services);
- Résolution gouvernementale n° 397 du 24 décembre 2010 relative aux règles d'intervention d'urgence conjointe en cas de découverte de substances nucléaires radioactives aux points de contrôle, dans les aéroports, les ports et les eaux territoriales géorgiennes;
- Ordonnance n° 1-1/1562 du 18 juillet 2011, prise par le Ministère de l'économie et du développement durable, relative aux règles techniques s'appliquant aux biens transportés par véhicule;
- Ordonnance n° 8 du 10 mai 2013, prise par le Ministère de l'environnement, relatif au statut du département de la sûreté nucléaire et radiologique du Ministère de l'environnement et de la protection des ressources naturelles.

Conventions internationales

La Géorgie a ratifié les conventions internationales suivantes :

- Convention sur la notification rapide d'un accident nucléaire – entrée en vigueur le 5 novembre 2010;
- Convention commune sur la sûreté de la gestion du combustible usé et sur la sûreté de la gestion des déchets radioactifs – entrée en vigueur le 20 octobre 2009;
- Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire – ratifiée en 2010.

Accords bilatéraux

- Accord entre la Géorgie et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) relatif à l'application des garanties dans le cadre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires – entré en vigueur le 3 juin 2003;
- Protocole additionnel à l'accord entre la Géorgie et l'AIEA relatif à l'application des garanties dans le cadre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires – entré en vigueur le 3 juin 2003;
- Accord entre la Géorgie et les États-Unis d'Amérique relatif à la coopération en matière de lutte contre le trafic illicite de matières nucléaires et radioactives;
- Accord entre la Géorgie et les États-Unis d'Amérique relatif à la coopération visant à renforcer la sécurité des sources radioactives géorgiennes;
- Accord entre la Géorgie et les États-Unis d'Amérique relatif à la coopération visant à lutter contre la prolifération d'armes de destruction massive et approfondir les relations en matière de défense et d'affaires militaires;
- Accord entre la Géorgie et les États-Unis d'Amérique relatif à l'assistance à la mise en place d'un système de contrôle des exportations pour lutter contre la prolifération des armes de destruction massive en Géorgie;
- Accords en matière de lutte antiterroriste.

La Géorgie a conclu des accords internationaux dans les domaines de la lutte contre la criminalité et de la coopération policière, applicables également dans le cadre de la coopération en matière de lutte contre le trafic de matières nucléaires, avec les pays suivants : Arménie, Autriche, Azerbaïdjan, Bélarus, Bulgarie, Égypte, Estonie, France, Hongrie, Italie, Kazakhstan, Lettonie, Malte, Ouzbékistan, Pologne, République de Moldova, Roumanie, Royaume-Uni, Turquie et Ukraine.

En outre, le Département chargé des contrôles aux frontières de l'État et le Département américain de la défense ont conclu un accord visant à aider la Géorgie à mettre en place un système de contrôle des exportations pour prévenir la prolifération des armes de destruction massive.

Cadre institutionnel

En vertu du décret présidentiel n° 847 du 24 octobre 2005 concernant certaines mesures relatives au règlement des activités militaro-techniques, les fonctions de la

Commission permanente interadministrations chargée des questions militaro-techniques, placée sous l'autorité du Conseil national de sécurité, ont été déléguées au Ministère de la défense. Depuis la fin de 2005, la Commission permanente chargée des questions militaro-techniques et le Groupe d'experts interadministrations sont rattachés au Ministère de la défense.

La Commission coordonne les mesures de contrôle de l'exportation, de l'importation, de la réexportation et du transit d'armes, d'équipements militaires, d'éléments connexes, de leurs vecteurs et d'articles à double usage inscrits sur les listes nationales dressées à cet effet, et formule des recommandations et des conclusions dans ce domaine.

Le Groupe d'experts interadministrations a été créé pour suivre et examiner les questions dont la Commission doit être saisie lors de ses sessions. Il se compose de représentants de divers organes gouvernementaux tels que : le Ministère des finances (Département des douanes), le Ministère de l'intérieur, le Ministère des affaires étrangères, le Ministère de la justice, le Ministère de l'économie et du développement durable et le Ministère de l'environnement et de la protection des ressources naturelles. La Commission chargée des questions militaro-techniques tient compte des conclusions établies par les experts dans leur domaine de compétence.

Depuis 2008, la charge d'octroyer des licences pour la fabrication, la réparation ou le commerce d'armes et d'équipements connexes, ainsi que d'attribuer des permis d'importation, d'exportation, de réexportation et de transit d'armes et d'éléments connexes pour le compte de personnes morales publiques a été transférée du Ministère de la justice au Ministère de la défense. Ce dernier délivre des licences et des permis sur la base des recommandations de la Commission chargée des questions militaro-techniques, sur lesquelles le Ministère des finances (Direction des impôts) s'appuie également pour octroyer les permis d'importation, d'exportation, de réexportation et de transit des produits stratégiques à double usage.

La Commission et le Groupe d'experts s'acquittent de leur mission dans le strict respect des engagements internationaux pris par la Géorgie, en particulier celui de mettre en œuvre les résolutions du Conseil de sécurité en sa qualité d'État Membre de l'Organisation des Nations Unies.

Le Ministère de la défense a entrepris d'actualiser le cadre juridique dans lequel s'effectue le contrôle des exportations. En étroite coopération avec les experts de l'Union européenne et dans le cadre de son programme d'ouverture, ainsi que du Programme de contrôle des exportations et de sécurité des frontières du Département d'État américain qui s'inscrit dans le partenariat stratégique établi entre la Géorgie et les États-Unis, la Géorgie a établi un projet de loi sur le contrôle des articles militaires et à double usage.

La version finale du projet de loi susmentionné contient de nouvelles dispositions qui sont conformes aux normes en vigueur dans l'Union européenne, dont la clause « attrape-tout », les « services de courtage », les « transferts immatériels » et l'« assistance technique », qui traitent de la réparation, de la conception et de la fabrication d'articles militaires ou à double usage. En outre, l'élaboration de la législation secondaire, y compris la liste des produits militaires

dont l'exportation est soumise à contrôle, se poursuit en stricte conformité avec la liste commune des équipements militaires de l'Union européenne.

L'adoption et la mise en œuvre de lois appropriées renforcera dans une large mesure l'efficacité du contrôle national des exportations, un des principaux outils de la lutte contre la prolifération. Ce faisant, la Géorgie accomplira un progrès majeur vers la mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité, dans lesquelles celui-ci engage tous les États Membres à adopter et à faire entrer en vigueur des lois et règlements visant à prévenir et à interdire la prolifération d'armes de destruction massive, d'éléments connexes et de leurs vecteurs.

Non-prolifération, contrôles aux frontières et sécurité maritime

Le Ministère de l'intérieur accorde une attention particulière aux questions liées à la sûreté radiologique, l'objectif étant d'éviter que des matières radioactives ne passent en contrebande par la Géorgie. Actuellement, les principaux postes frontière terrestres, maritimes, ferroviaires et aériens sont équipés de détecteurs de rayonnements. Les États-Unis sont le principal partenaire de la Géorgie en ce qui concerne la non-prolifération nucléaire et la sûreté radiologique.

Il convient de noter que, dans le cadre des projets mis en œuvre par le Département de l'énergie et le Département de la défense des États-Unis, du matériel technique (radiomètres, matériel portatif, matériel de reconnaissance et d'identification et fourgonnettes équipées d'écrans de détection radiologique) a été fourni au Département de la défense du Ministère géorgien de l'intérieur, et une formation spécialisée a été dispensée aux policiers.

Dans le domaine de la sûreté radiologique, plusieurs projets relevant notamment de la Defense Threat Reduction Agency et du Programme de contrôle des exportations et de sécurité des frontières continuent actuellement d'être mis en œuvre avec de bons résultats. Ils permettent au personnel du Ministère de l'intérieur de suivre des formations visant à améliorer les compétences requises des forces de maintien de l'ordre en matière de détection, d'enquête et de conduite d'opérations spéciales en lien avec le transport de substances interdites et de technologie à double usage (sous contrôle).

Le Gouvernement américain a largement contribué à la mise en place de la Gardécôtière dont il a construit et équipé les bases et les stations. Il a fourni la Géorgie en bâtiments, matériel informatique et de communication et autres, et a installé des laboratoires de langue anglaise à Poti et à Batumi.

Tous les postes frontière terrestres, maritimes, ferroviaires et aériens sont équipés de détecteurs de rayonnements, fournis par le Département américain de l'énergie, et les policiers et les agents des douanes ont été formés aux procédures appropriées. Les postes frontière sont également pourvus de caméras de télévision en circuit fermé reliées à une base de données centrale, ce qui permet un contrôle 24 heures sur 24, sept jours sur sept, ainsi que d'un système d'identification des personnes et d'enregistrement des entrées et des sorties.

La Defense Threat Reduction Agency et l'état-major des forces en Europe ont lancé conjointement un nouveau projet qui vise à améliorer les capacités terrestres et maritimes affectées à la lutte contre les armes de destruction massive et le trafic de matières radioactives.

L'étroite coopération que la Géorgie continue d'entretenir avec plusieurs entités de l'Administration américaine sur diverses questions touchant la lutte antiterroriste a été mise en évidence dans le rapport 2012 sur la lutte contre le terrorisme en Géorgie, établi par le Département d'État américain.

La participation de la Géorgie aux exercices transfrontaliers a été évaluée positivement dans le rapport susmentionné, démontrant que le pays a mis en place les procédures de notification et d'intervention internes, bilatérales et internationales relatives à la détection et à l'interception des mouvements illicites transfrontaliers d'armes de destruction massive.

Sécurité relative aux armes chimiques, biologiques, radiologiques ou nucléaires

Le trafic et l'usage à des fins criminelles des armes chimiques, biologiques, radiologiques ou nucléaires constituent l'un des principaux problèmes auxquels la communauté internationale doit faire face. Afin de contrer cette menace émergente, l'Union européenne, en collaboration avec l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (UNICRI) et le Centre commun de recherche de la Commission européenne en tant qu'organes d'exécution, a lancé l'initiative relative aux centres d'excellence pour la réduction des risques liés aux armes chimiques, biologiques, radiologiques ou nucléaires.

Ces centres d'excellence composent un réseau d'initiatives régionales destinées à améliorer les politiques nationales et la coopération internationale en matière de réduction des risques liés aux armes chimiques, biologiques, radiologiques ou nucléaires par le recensement et la coordination des capacités qui existent à l'échelle internationale, régionale et locale, la répartition et l'exploitation optimale des dispositions prises en termes de savoir-faire, de formation, d'aide technique, de collecte de matériel et d'analyse de données, et de mise en œuvre de projets nationaux et régionaux en coordination étroite avec d'autres initiatives internationales.

En 2012, dans le cadre de l'initiative de la Commission européenne relative aux centres d'excellence, le Gouvernement géorgien a confirmé officiellement qu'il était prêt à participer à la mise en œuvre du projet en créant un secrétariat ad hoc à l'Académie du Ministère de l'intérieur. Ce secrétariat est le seul centre régional et couvre en réalité l'ensemble de l'Europe du Sud-Est (Albanie, Arménie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, ex-République yougoslave de Macédoine, Géorgie, Monténégro, République de Moldova, Serbie et Ukraine). Il rassemblera les projets concernant les questions relatives aux armes chimiques, biologiques, radiologiques ou nucléaires, les examinera et les présentera aux instances de l'Union européenne en vue de leur financement. Il s'attachera à promouvoir des échanges fréquents entre les coordonnateurs nationaux des pays partenaires lors de la phase d'élaboration des projets. Il importe de souligner que les organes d'exécution de ladite initiative sont l'UNICRI et le Centre commun de recherche de la Commission européenne.

Le secrétariat est dirigé par un représentant de la Géorgie et administré sur le plan technique par un membre de l'UNICRI. Il coopère étroitement avec l'équipe nationale chargée des armes chimiques, biologiques, radiologiques ou nucléaires, créée en tant que conseil consultatif du Département de gestion des situations d'urgence du Ministère de l'intérieur et composée d'experts nationaux.

Le secrétariat fonctionne depuis le 9 juillet 2013, les procédures techniques liées à son ouverture ayant été accomplies.

Il a été décidé d'élaborer une stratégie nationale de réduction des risques liés aux armes chimiques, biologiques, radiologiques ou nucléaires afin de faciliter la gestion globale de cette question. L'équipe nationale pour la réduction des risques liés aux armes chimiques, biologiques, radiologiques ou nucléaires a été chargée d'élaborer cette stratégie avec le Ministère de l'intérieur, organisme chef de file dans ce domaine, lequel a eu pour rôle de coordonner et de gérer le processus dans son ensemble. La Stratégie nationale de réduction des risques liés aux armes chimiques, biologiques, radiologiques ou nucléaires a vu le jour en avril 2013.

Mesures nationales

En décembre 2011, le Gouvernement géorgien a créé une commission interadministrations pour la mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité, afin que les résolutions [1269 \(1999\)](#) et [1373 \(2001\)](#) en particulier, et les résolutions sur la lutte antiterroriste adoptées ultérieurement, soient appliquées plus systématiquement. Ladite commission mène ses travaux dans trois domaines principaux : gel des avoirs, interdiction de voyager et embargo sur les armes à l'encontre des personnes et des entités désignées dans les résolutions du Conseil.

La Commission est autorisée à déposer une requête auprès des tribunaux aux fins du gel des avoirs de personnes désignées dans les résolutions du Conseil, alors que l'embargo sur les armes et l'interdiction de voyager sont du ressort d'une équipe spéciale qu'elle a mise en place à cet effet.

L'équipe spéciale a pour mission de se prononcer sur des questions relatives aux restrictions apportées à la liberté de circulation des personnes et à la délivrance des permis d'importation, d'exportation, de réexportation, de transit et d'importation et/ou d'exportation temporaire de biens soumis à contrôle, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité. Elle est composée de représentants du Ministère des affaires étrangères, du Ministère de la défense et du Ministère de l'économie et du développement durable. Il incombe au Ministère de l'intérieur de faire appliquer l'interdiction de voyager visant les personnes désignées comme terroristes dans la liste récapitulative établie par l'ONU.

Dans son rapport 2012 sur la lutte contre le terrorisme en Géorgie, le Département d'État américain a qualifié la création de la commission susmentionnée de mesure utile à l'application du gel des avoirs visant les personnes et les entités figurant sur la liste récapitulative.

Enfin, il convient de mentionner que la Géorgie a reçu une meilleure note dans le rapport d'évaluation 2012 du Fonds monétaire international (FMI) pour son action contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, ce qui a été également souligné dans le rapport du Département d'État.

Formations professionnelles

Des formations sur les armes de destruction massive ont été dispensées au personnel du Ministère de l'intérieur.

- En 2012, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) a organisé des formations sur la lutte antiterroriste et les droits de l'homme à

l'intention du personnel du centre de lutte antiterroriste, et la Defense Threat Reduction Agency (États-Unis) a dispensé un certain nombre d'autres formations aux fonctionnaires concernés du Ministère de l'intérieur, dans le cadre du programme international de non-prolifération du Département américain de la défense.

- Dans le cadre dudit programme, un cours sur l'entretien et la réparation des équipements a eu lieu les 23 et 24 janvier 2012 à l'Académie du Ministère de l'intérieur. L'objectif principal était de former les fonctionnaires concernés dans le domaine de l'entretien et de la réparation des détecteurs d'armes de destruction massive fournis au cours des années précédentes, et de l'utilisation des tenues de protection. Durant la formation, les participants ont débattu des aspects théoriques et pratiques de l'utilisation et de la réparation de ces dispositifs. Onze employés du Centre d'opérations spéciales, du Département des mesures d'urgence et de la police des frontières ont pris part à ces formations.
- La Defense Threat Reduction Agency a organisé une formation du 5 au 8 novembre 2012, sur la sécurité aux frontières et l'interdiction des armes de destruction massive, au cours de laquelle ont été examinées plusieurs questions cruciales, notamment l'importance d'interdire l'entrée sur le territoire des armes de destruction massive, de définir les risques grâce à une collaboration interdépartementale; et de faire en sorte que la sécurité des frontières terrestres, maritimes et aériennes soit assurée par les forces de l'ordre. Quatorze fonctionnaires du Ministère de l'intérieur ont participé à cette formation.
- La Defense Threat Reduction Agency a organisé, du 22 au 26 octobre 2012, le deuxième volet d'une formation sur l'analyse des travaux de recherche relatifs aux armes de destruction massive, le premier volet ayant été organisé en 2010. Les principales questions abordées ont été la collecte et le traitement de l'information, l'utilisation des centres de collecte, l'élaboration et l'utilisation de comptes rendus et de rapports écrits. Le logiciel d'analyse graphique RFFLow a fait l'objet d'une présentation. Treize fonctionnaires du Ministère de l'intérieur ont participé à cette formation.
- Un fonctionnaire du Ministère de l'intérieur a participé à la session d'orientation pour la défense contre les menaces chimiques, biologiques, radiologiques ou nucléaires de l'OTAN, qui s'est déroulée du 7 au 11 mai 2012, à l'École de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord à Oberammergau (Allemagne).
- L'OTAN a organisé, du 20 au 22 mars 2013, à Riga, une formation sur la lutte contre les armes de destruction massive en milieu maritime qui traitait du développement des technologies et de la modélisation des risques, à laquelle ont participé des fonctionnaires du Ministère de l'intérieur appartenant à la police des frontières.
- Une formation sur les enquêtes relatives aux armes de destruction massive et aux technologies sous contrôle a été organisée du 26 au 29 mars 2013 à Batumi. Vingt-cinq représentants des organes ci-après du Ministère de l'intérieur ont participé au programme : Département de la police (cinq fonctionnaires); Centre de lutte antiterroriste (un fonctionnaire); Organe de

lutte contre la corruption (un fonctionnaire); Organe chargé de la sûreté de l'État (deux fonctionnaires); Police centrale criminelle (cinq fonctionnaires); Département du contre-espionnage (trois fonctionnaires); Garde côtière (trois fonctionnaires); Police aux frontières (trois fonctionnaires); Centre des mesures spéciales d'urgence (deux fonctionnaires).

Département de la police

Le contrôle nucléaire et radiologique est du ressort du Département de la police (Ministère de l'intérieur). Pour mener à bien les tâches susmentionnées, la police s'appuie sur l'accord d'application de 2005 conclu entre le Ministère de l'intérieur et le Département américain de l'énergie, relatif à la prévention du trafic illégal de matières nucléaires et radioactives, et sur la loi nationale relative à la sécurité nucléaire et radiologique. En outre, aux fins de rendre plus efficace la détection de matières radioactives aux points de contrôle de la frontière géorgienne, le Gouvernement a adopté, en 2010, la résolution n° 397 sur l'agrément relatif aux règles régissant l'action commune en cas de détection de matières radioactives aux postes frontière, dans les aéroports, les ports et les zones maritimes.

Dans le cadre du Programme de la deuxième ligne de défense établi entre le Département américain de l'énergie et le Ministère de l'intérieur, les points de contrôle ont été équipés de systèmes locaux de détection radiologique, à savoir des portiques fixes, afin de contrôler le passage des matières nucléaires et radioactives aux frontières de l'État. Des systèmes centraux d'alarme recueillent les flux d'informations émis par les portiques et traitent les données avant de les transmettre aux opérateurs qui peuvent ainsi contrôler le fonctionnement technique des systèmes. Le personnel affecté aux postes frontière dispose de radiamètres portatifs, de détecteurs individuels et de détecteurs d'isotopes radioactifs. Dans le cadre du programme susmentionné, la police est équipée d'un système mobile de détection de matières radioactives sur l'ensemble du territoire national. Des systèmes de communication ont été également créés à l'échelle nationale pour que les systèmes locaux et mobiles soient intégrés dans un seul et même réseau.

Enclosure

OP 1 and related matters from OP 5, OP 6, OP 8 (a), (b), (c) and OP 10

State: **Georgia**
Date of report: **2013**

Did you make one of the following statements or is your country a State Party to or Member State of one of the following Conventions, Treaties and Arrangements?		YES	If YES, indicate relevant information (i.e. signing, accession, ratification, entering into force, etc.)	Remarks (information refers to the page of the English version of the report or an official website)
1	General statement on non-possession of WMD			
2	General statement on commitment to disarmament and non-proliferation			
3	General statement on non-provision of WMD and related materials to non-State actors			
4	Biological Weapons Convention (BWC)	X	Accession 22/5/1996	http://www.un.org/disarmament/WMD/Bio/
5	Chemical Weapons Convention (CWC)	X	Signature 14/1/1993, ratification 27/11/1995, entry into force 29/4/1997	http://www.opcw.org/about-opcw/member-states/
6	Nuclear Non-Proliferation Treaty (NPT)	X	Accession, 7/3/1994	http://disarmament.un.org/treaties/t/npt
7	Comprehensive Nuclear-Test-Ban Treaty (CTBT)	X	Signature 24/9/1996, ratification 27/9/2002	http://www.ctbto.org/the-treaty/status-of-signature-and-ratification/
8	Convention on Physical Protection of Nuclear Material (CPPNM)	X	Accession, entry into force: 7/10/2006	http://www.iaea.org/Publications/Documents/Conventions/cppnm_status.pdf
9	Hague Code of Conduct (HCOC)	X	Subscribed	http://www.hcoc.at/subscribstates.php

The information in the matrices originates primarily from national reports and is complemented by official government information, including that made available to inter-governmental organizations. The matrices are prepared under the direction of the 1540 Committee.

The 1540 Committee intends to use the matrices as a reference tool for facilitating technical assistance and to enable the Committee to continue to enhance its dialogue with States on their implementation of Security Council resolution 1540.

The matrices are not a tool for measuring compliance of States with their non-proliferation obligations but for facilitating the implementation of Security Council resolutions 1540 and 1673. They do not reflect or prejudice any ongoing discussions outside of the Committee, in the Security Council or any of its organs, of a State's compliance with its non-proliferation or any other obligations.

10	Geneva Protocol of 1925			
11	International Atomic Energy Agency (IAEA)	X	Since 1996	http://www.iaea.org/About/Policy/MemberStates/
12	Nuclear-Weapon-Free Zone/Protocol(s)			
13	Other conventions/treaties			
14	Other arrangements	X	Proliferation Security Initiative (PSI). Global Initiative to Combat Nuclear Terrorism (GICNT). Nuclear Smuggling Outreach Initiative (NSOI) — engaged since 2006; joint action plan signed, 2007; Addendum signed, 2009. International Convention for the Suppression of Acts of Nuclear Terrorism — ratified in 2010	http://www.psi-online.info/Vertretung/psi/en/03-endorsing-states/0-PSI-endorsing-states.html ; http://www.gicnt.org/partners.htm ; http://www.nsoi-state.net/bilateralpartnersengaged/georgia.asp . http://treaties.un.org/Pages/ViewDetailsII.aspx?&src=UNTSO LI
15	Other	X	1. Georgia-United States of America Agreement on Cooperation to Counteract Illicit Trafficking of Nuclear and Radioactive Materials; 2. Georgia-USA Agreement on Cooperation to Enhance the Security of Georgia's Radioactive Sources; 3. Georgia-United States of America Agreement on Cooperation to Counteract WMD Proliferation and Strengthen Defence and Military Relations; 4. Georgia-United States of America Agreement on Assistance in Establishment of a System of Export Control to Counteract WMD Proliferation in Georgia; 5. Agreements on Fighting Terrorism.	

OP 2 — Biological Weapons (BW)**State: Georgia****Date of report: 2013**

Does national legislation exist which prohibits persons or entities to engage in one of the following activities? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties and others		Remarks
		YES	If YES, indicate source document of national implementation law	YES	If YES, indicate source document	
1	Manufacture/produce					
2	Acquire					
3	Possess					
4	Stockpile/store					
5	Develop					
6	Transport					
7	Transfer					
8	Use					
9	Participate as an accomplice in a.m. activities					
10	Assist in a.m. activities					
11	Finance a.m. activities	X	Law on Guarantees and Promotion of the Activities of Investment, Art. 9			
12	A.m. activities related to means of delivery					
13	Involvement of non-State actors in a.m. activities					
14	Other					

OP 2 — Chemical Weapons (CW)**State:** Georgia**Date of report:** 2013

Does national legislation exist which prohibits persons or entities to engage in one of the following activities? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties and others		Remarks
		YES	If YES, indicate source document of national implementation law	YES	If YES, indicate source document	
1	Manufacture/produce					
2	Acquire					
3	Possess					
4	Stockpile/store					
5	Develop					
6	Transport					
7	Transfer					
8	Use					
9	Participate as an accomplice in a.m. activities					
10	Assist in a.m. activities					
11	Finance a.m. activities	X	Law on Guarantees and Promotion of the Activities of Investment, Art. 9			
12	A.m. activities related to means of delivery					
13	Involvement of non-State actors in a.m. activities					
14	Other					

OP 2 — Nuclear Weapons (NW)

State: Georgia
Date of report: 2013

Does national legislation exist which prohibits persons or entities to engage in one of the following activities? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties and others		Remarks
		YES	If YES, indicate source document of national implementation law	YES	If YES, indicate source document	
1	Manufacture/produce	X	Nuclear and Radiation Safety Law, Art. 44	X		
2	Acquire			X		
3	Possess	X	Nuclear and Radiation Safety Law, Art. 44	X		
4	Stockpile/store			X		
5	Develop					
6	Transport			X		
7	Transfer	X	Nuclear and Radiation Safety Law, Art. 44	X		
8	Use			X		
9	Participate as an accomplice in a.m. activities					
10	Assist in a.m. activities	X	Nuclear and Radiation Safety Law, Art. 44	X		
11	Finance a.m. activities	X	Law on Guarantees and Promotion of the Activities of Investment, Art. 9			
12	A.m. activities related to means of delivery					
13	Involvement of non-State actors in a.m. activities			X		
14	Other	X	Nuclear and Radiation Safety Law, Art. 44	X		

OP 3 (a) and (b) — Account for/Secure/Physically protect BW including Related Materials**State:** Georgia**Date of report:** 2013

Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties, and others		Remarks
		YES	If YES, indicate source document	YES	If YES, indicate source document	
1	Measures to account for production					
2	Measures to account for use					
3	Measures to account for storage					
4	Measures to account for transport					
5	Other measures for accounting					
6	Measures to secure production					
7	Measures to secure use					
8	Measures to secure storage					
9	Measures to secure transport					
10	Other measures for securing					
11	Regulations for physical protection of facilities/ materials/ transports					
12	Licensing/registration of facilities/persons handling biological materials					
13	Reliability check of personnel					
14	Measures to account for/secure/ physically protect means of delivery					
15	Regulations for genetic engineering work					

<i>Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect BW and Related Materials? Can violators be penalized?</i>		<i>National legal framework</i>		<i>Enforcement: civil/criminal penalties, and others</i>		<i>Remarks</i>
		<i>YES</i>	<i>If YES, indicate source document</i>	<i>YES</i>	<i>If YES, indicate source document</i>	
16	Other legislation/regulations related to safety and security of biological materials					
17	Other					

OP 3 (a) and (b) — Account for/Secure/Physically protect CW including Related Materials**State:** Georgia**Date of report:** 2013

Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect CW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties, and others		Remarks
		YES	If YES, indicate source document	YES	If YES, indicate source document	
1	Measures to account for production					
2	Measures to account for use					
3	Measures to account for storage					
4	Measures to account for transport					
5	Other measures for accounting					
6	Measures to secure production					
7	Measures to secure use					
8	Measures to secure storage					
9	Measures to secure transport					
10	Other measures for securing					
11	Regulations for physical protection of facilities/ materials/ transports					
12	Licensing of chemical installations/entities/use of materials					
13	Reliability check of personnel					
14	Measures to account for/secure/ physically protect means of delivery					
15	National CWC authority					
16	Reporting Schedule I, II and III chemicals to OPCW					

<i>Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect CW and Related Materials? Can violators be penalized?</i>		<i>National legal framework</i>		<i>Enforcement: civil/criminal penalties, and others</i>		<i>Remarks</i>
		<i>YES</i>	<i>If YES, indicate source document</i>	<i>YES</i>	<i>If YES, indicate source document</i>	
17	Account for, secure or physically protect old chemical weapons					
18	Other legislation/regulations controlling chemical materials					
19	Other					

OP 3 (a) and (b) — Account for/Secure/Physically protect NW including Related Materials

State: Georgia

Date of report: 2013

Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect NW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties, and others		Remarks
		YES	If YES, indicate source document	YES	If YES, indicate source document	
1	Measures to account for production	X	INFCIRC/617; Nuclear and Radiation Safety Law, Art. 45			http://www.iaea.org/Publications/Documents/Infcircs/2003/infcirc617.pdf
2	Measures to account for use	X				
3	Measures to account for storage	X				
4	Measures to account for transport	X				
5	Other measures for accounting	X	Nuclear and Radiation Safety Law, Arts. 23 and 48			
6	Measures to secure production	X	Nuclear and Radiation Safety Law	X		
7	Measures to secure use	X		X		
8	Measures to secure storage	X		X		
9	Measures to secure transport	X	1. Nuclear and Radiation Safety Law, Art. 37 2. Order No. 1-1/1562 of the Minister of Economy and Sustainable Development on Technical Regulation on Rules on Transportation of Goods by Vehicles of 18/7/2011	X		
10	Other measures for securing	X	Nuclear and Radiation Safety Law	X		
11	Regulations for physical protection of facilities/materials/transport	X	Nuclear and Radiation Safety Law	X		
12	Licensing of nuclear installations/entities/use of materials	X	Nuclear and Radiation Safety Law, Art. 16	X		

Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect NW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties, and others		Remarks
		YES	If YES, indicate source document	YES	If YES, indicate source document	
13	Reliability check of personnel					
14	Measures to account for/secure/physically protect means of delivery	X	INFCIRC/617; Nuclear and Radiation Safety Law			
15	National regulatory authority	X	Department for Nuclear and Radiation Safety, Ministry of Environment and Natural Resources Protection of Georgia 1. Nuclear and Radiation Safety Law, Arts. 6-10 2. Decree No. 415 of the President on National Response Plan on Natural and Man-Made Emergency Situations of 26/8/2008 3. Order No. 8 of the Minister of Environment on Statute of the Department for Nuclear and Radiation Safety of the Ministry of Environment and Natural Resources Protection of Georgia of 10/5/2013			
16	IAEA Safeguards Agreements	X	Agreement between Georgia and IAEA for the Application of Safeguards in Connection with the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons, entry into force 3/6/2003; Additional Protocol, entry into force 3/6/2003	X		http://www.iaea.org/Publications/Documents/Infircs/Countries/georgia.shtml
17	IAEA Code of Conduct on Safety and Security of Radioactive Sources	X	Political Statement in support of the Code of Conduct	X		http://www.iaea.org/Publications/Documents/Treaties/codeconduct_status.pdf

Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect NW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties, and others		Remarks
		YES	If YES, indicate source document	YES	If YES, indicate source document	
18	IAEA Database on Illicit Trafficking of Nuclear Materials and other Radioactive Sources	X	Contributes to the Database Programme			http://www.iaea.org/About/Policy/GC/GC44/GC44Documents/English/gc44-15_en.pdf
19	Other agreements related to IAEA	X	Convention on Early Notification of Nuclear Accident — entry into force 5/11/2010; Joint Convention on the Safety of Spent Fuel Management and on the Safety of Radioactive Waste Management — entry into force 20/10/2009			http://www.iaea.org/Publications/Documents/Conventions/cenna_status.pdf ; http://www.iaea.org/Publications/Documents/Conventions/jointconv_status.pdf
20	Additional national legislation/regulations related to nuclear materials including CPPNM			X		
21	Other	X				

OP 3 (c) and (d) and related matters from OP 6 and OP 10 — Controls of BW including Related Materials

State: **Georgia**

Date of report: **2013**

S/AC.44/2013/20

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.		Remarks
		YES	If YES, indicate source document	YES	If YES, indicate source document	
1	Border control	X	Law on “Control of import and export of armaments, military hardware and dual-use products”			
2	Technical support of border control measures					
3	Control of brokering, trading in, negotiating, otherwise assisting in sale of goods and technology					
4	Enforcement agencies/authorities					
5	Export control legislation in place	X	1. Law on Export and Import of Weapons, Military Equipment and Dual-Use Materials of 1/9/1998 2. Decree No. 408 of the President on Certain Measures for Settlement of Issues on port, Re-export and Transit of Dual-Use Materials Subject to Export Control of 22/9/2002 3. Decree No. 424 of the President on Certain Measures for Export Control of Dual-Use Materials (Technologies, Equipment, Service) of 4/7/1999			
6	Licensing provisions	X	Revenue Service Licence on the Import, Export and Transit of Dual-Use Products on the Basis of Recommendations of the Standing Commission of Military-Technical Issues of Ministry of Defence of Georgia			

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.		Remarks
		YES	If YES, indicate source document	YES	If YES, indicate source document	
7	Individual licensing	X	1. Law on “Control of import and export of armaments, military hardware and dual-use products” 2. Presidential Decree No. 408 of 22/9/2002 on “Some actions for resolving issues connected with the export, import, re-export and transit of dual-use products subject to export control” 3. Governmental Resolution No. 451 of 1/12/2011 on “Approving permit forms and rules for the issuance of permits for the export, import, re-export and transit of dual-use products subject to export control”			
8	General licensing					
9	Exceptions from licensing	X	Law on Licences and Permits			
10	Licensing of deemed export/visa					
11	National licensing authority	X	1. Law on Export and Import of Weapons, Military Equipment and Dual-Use Materials of 1/9/1998	X		
12	Interagency review for licences	X	2. Decree No. 408 of the President on Certain Measures for Settlement of Issues on the Export, Re-export and Transit of Dual-Use Materials Subject to Export Control of 22/9/2002 3. Decree No. 424 of the President on Certain Measures for the Export Control of Dual-Use Materials (Technologies, Equipment, Service) of 4/7/1999	X		

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.		Remarks
		YES	If YES, indicate source document	YES	If YES, indicate source document	
13	Control lists	X	Law on Export and Import of Weapons, Military Equipment and Dual-Use materials of 1/9/1998 (a new law in terms of harmonization with the EU legislation is in its final stage of preparation)	X		
14	Updating of lists	X	List under Presidential Decree No. 408 on Certain Measures for Settlement of Issues on the Export, Re-export and Transit of Dual-Use Materials Subject to Export Control of 22/9/2002 (amended list in June 2011 and control list of dual-use materials partially harmonized with that of the EU)			
15	Inclusion of technologies	X	1. Law on Export and Import of Weapons, Military Equipment and Dual-Use Materials of 1998 2. Decree No. 424 of 4/7/1999 3. Decree No. 408 of the President on Certain Measures for Settlement of Issues on the Export, Import, Re-export and Transit of Dual-Use Materials Subject to Export Control of 22/9/2002			

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.		Remarks
		YES	If YES, indicate source document	YES	If YES, indicate source document	
16	Inclusion of means of delivery	X	1. Law on Export and Import of Weapons, Military Equipment and Dual-Use Materials of 1998 2. Presidential Decree No. 408 on Certain Measures for Settlement of Issues on the Export, Import, Re-export and Transit of Dual-Use Materials Subject to Export Control of 22/9/2002			
17	End-user controls	X	1. Law on Export and Import of Weapons, Military Equipment and Dual-Use Materials of 1998 2. Presidential Decree No. 408 on Certain Measures for Settlement of Issues on the Export, Import, Re-export and Transit of Dual-Use Materials Subject			
18	Catch all clause					
19	Intangible transfers					
20	Transit control	X	1. Law on Export and Import of Weapons, Military Equipment and Dual-Use Materials of 1998 2. Decree No. 408 of the President on Certain Measures for Settlement of Issues on the Export, Import, Re-export and Transit of Dual-Use Materials Subject to Export Control of 22/9/2002			
21	Trans-shipment control					

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.		Remarks
		YES	If YES, indicate source document	YES	If YES, indicate source document	
22	Re-export control	X	1. Law on Export and Import of Weapons, Military Equipment and Dual-Use Materials of 1998 2. Decree No. 408 of the President on Certain Measures for Settlement of Issues on the Export, Import, Re-export and Transit of Dual-Use Materials Subject to Export Control of 22/9/2002			
23	Control of providing funds					
24	Control of providing transport services					
25	Control of importation	X	1. Law on Export and Import of Weapons, Military Equipment and Dual-Use Materials of 1998 2. Presidential Decree No. 408 on Certain Measures for Settlement of Issues on the Export, Import, Re-export and Transit of Dual-Use Materials Subject to Export Control of 22/9/2002			
26	Extraterritorial applicability					
27	Other					

OP 3 (c) and (d) and related matters from OP 6 and OP 10 — Controls of CW including Related Materials

State: Georgia

Date of report: 2013

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of CW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.		Remarks
		YES	If YES, indicate source document	YES	If YES, indicate source document	
1	Border control	X	Law on “Control of import and export of armaments, military hardware and dual-use products”			
2	Technical support of border control measures					
3	Control of brokering, trading in, negotiating, otherwise assisting in sale of goods and technology					
4	Enforcement agencies/authorities					
5	Export control legislation in place	X	1. Law on Export and Import of Weapons, Military Equipment and Dual-Use Materials of 1/9/1998 2. Presidential Decree No. 408 on Certain Measures for Settlement of Issues on the Export, Re-export and Transit of Dual-Use Materials Subject to Export Control of 22/9/2002 3. Presidential Decree No. 424 on Certain Measures for Export Control of Dual-Use Materials (Technologies, Equipment, Service), of 4/7/1999			

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of CW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.		Remarks
		YES	If YES, indicate source document	YES	If YES, indicate source document	
6	Licensing provisions	X	1. Law on “Control of import and export of armaments, military hardware and dual-use products” 2. Presidential Decree No. 408 on Certain Measures for Settlement of Issues on the Export, Re-export and Transit of Dual-Use Materials Subject to Export Control of 22/9/2002” 3. Governmental Resolution No. 451 of 1/12/2011 on “Approving permit forms and rules for the issuance of permits for the export, import, re-export and transit of dual-use products subject to export control” 4. Revenue Service Licence on Import, Export and Transit of Dual-Use Products on the Basis of Recommendation of the Standing Commission of Military-Technical Issues of the Ministry of Defence of Georgia.			

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of CW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.		Remarks
		YES	If YES, indicate source document	YES	If YES, indicate source document	
7	Individual licensing	X	1. Law on “Control of import and export of armaments, military hardware and dual-use products” 2. Presidential Decree No. 408 of 22 September 2002 on “Some actions for resolving issues connected with the export, import, re-export and transit of dual-use products subject to export control” 3. Governmental Resolution No. 451 of 1 /12/2011 on “Approving permit forms and rules for the issuance of permits for the export, import, re-export and transit of dual-use products subject to export control”			
8	General licensing					
9	Exceptions from licensing	X	Law on Licensing and Permits			
10	Licensing of deemed export/visa					
11	National licensing authority	X	1. Law on Export and Import of Weapons, Military Equipment and Dual-Use materials of 1 /9/1998	X		
12	Interagency review for licences	X	2. Decree No. 408 of the President on Certain Measures for Settlement of Issues on the Export, Re-export and Transit of Dual-Use Materials Subject to Export Control of 22/9/2002 3. Decree No. 424 of the President on Certain Measures for the Export Control of Dual-Use Materials (Technologies, Equipment, Service) of 4/7/1999	X		

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of CW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.		Remarks
		YES	If YES, indicate source document	YES	If YES, indicate source document	
13	Control lists	X	1. Law on Export and Import of Weapons, Military Equipment and Dual-Use Materials of 1/9/1998 (a new law in terms of harmonization with the EU legislation is in its final stage of preparation) 2. Presidential Decree No. 408 of 22/9/2002 on “Some actions for resolving issues connected with the export, import, re-export and transit of dual-use products subject to export control”	X		
14	Updating of lists	X	List under the Presidential Decree No. 408 on Certain Measures for Settlement of Issues on Export, Re-export and Transit of Dual-use Materials Subject to Export Control, of 22 September 2002 (Amended list in June 2011 and partially harmonized control list of Dual Use materials to that of the EU)			
15	Inclusion of technologies	X	1. Law on Export and Import of Weapons, Military Equipment and Dual-Use Materials of 1998 2. Presidential Decree No. 424 of 4/7/1999 3. Presidential Decree No. 408 on Certain Measures for Settlement of Issues on Export, Re-export and Transit of Dual-use Materials Subject to Export Control, of 22 September 2002			

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of CW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.		Remarks
		YES	If YES, indicate source document	YES	If YES, indicate source document	
16	Inclusion of means of delivery	X	1. Law on Export and Import of Weapons, Military Equipment and Dual-use materials of 1998 2. Decree No. 408 of the President on Certain Measures for Settlement of Issues on Export, Re-export and Transit of Dual-use Materials Subject to Export Control, of 22 September 2002			
17	End-user controls	X	1. Law on Export and Import of Weapons, Military Equipment and Dual-use materials of 1998 2. Presidential Decree No. 408 on Certain Measures for Settlement of Issues on Export, Re-export and Transit of Dual-Use Materials Subject to Export Control of 22/9/2002			
18	Catch all clause					
19	Intangible transfers					
20	Transit control	X	1. Law on Export and Import of Weapons, Military Equipment and Dual-use materials of 1998 2. Presidential Decree No. 408 on Certain Measures for Settlement of Issues on Export, Re-export and Transit of Dual-use Materials Subject to Export Control, of 22 September 2002			
21	Trans-shipment control					

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of CW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.		Remarks
		YES	If YES, indicate source document	YES	If YES, indicate source document	
22	Re-export control	X	1. Law on Export and Import of Weapons, Military Equipment and Dual-Use Materials of 1998 2. Presidential Decree No. 408 on Certain Measures for Settlement of Issues on the Export, Re-export and Transit of Dual-Use Materials Subject to Export Control, of 22 September 2002			
23	Control of providing funds					
24	Control of providing transport services					
25	Control of importation	X	1. Law on Export and Import of Weapons, Military Equipment and Dual-Use Materials of 1998 2. Presidential Decree No. 408 on Certain Measures for Settlement of Issues on the Export, Re-export and Transit of Dual-use Materials Subject to Export Control of 22/9/2002			
26	Extraterritorial applicability					
27	Other					

OP 3 (c) and (d) and related matters from OP 6 and OP 10 — Controls of NW including Related Materials**State:** Georgia**Date of report:** 2013

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of NW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.		Remarks
		YES	If YES, indicate source document	YES	If YES, indicate source document	
1	Border control	X	1. Law on Export and Import of Weapons, Military Equipment and Dual-Use Materials of 1998 2. Law on “Nuclear and Radiation Safety” 3. Resolution No. 397 of the Government of Georgia on Rules on Joint Emergency Response upon Discovery of Nuclear and Radioactive Substances at Checkpoints, Airports, Ports and in the Sea of Georgia of 24/2/2010			
2	Technical support of border control measures	X	1. Nuclear Smuggling Outreach Initiative (NSOI) — engaged since 2006; joint action plan signed, 2007; Addendum signed, 2009 2. Resolution No. 397 of the Government of Georgia on Rules on Joint Emergency Response on Discovery of Nuclear and Radioactive Substances in Checkpoints, Airports, Ports and in the Sea of Georgia of 24.12.2010			http://www.nsoi-state.net/bilateralpartnersengaged/georgia.asp
3	Control of brokering, trading in, negotiating, otherwise assisting in sale of goods and technology					

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of NW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.		Remarks
		YES	If YES, indicate source document	YES	If YES, indicate source document	
4	Enforcement agencies/authorities	X	Resolution No. 397 of the Government of Georgia on Rules on Joint Emergency Response on Discovery of Nuclear and Radioactive Substances in Checkpoints, Airports, Ports and in the Sea of Georgia of 24.12.2010			
5	Export control legislation in place	X	1. Law on Export and Import of Weapons, Military Equipment and Dual-Use Materials of 1/9/1998 2. Decree No. 408 of the President on Certain Measures for Settlement of Issues on the Export, Re-export and Transit of Dual-Use Materials Subject to Export Control of 22/9/2002 3. Decree No. 424 of the President on Certain Measures for Export Control of Dual-Use Materials (Technologies, Equipment, Service) of 4/7/1999 4. Nuclear and Radiation Safety Law., Arts. 38-39 5. Law on Licenses and Permits	X		

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of NW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.		Remarks
		YES	If YES, indicate source document	YES	If YES, indicate source document	
6	Licensing provisions	X	1. Law on Licenses and Permits	X		
7	Individual licensing	X	2. Georgian Law on “Control of import and export on armament, military hardware and dual use products”	X		
8	General licensing	X	3. Georgian Law on “Nuclear and Radiation Safety” (Arts. 16, 18, 39-41) 4. Presidential decree N408 from 22 September 2002 on “Some actions for resolving issues connected with export, import, re-export and transit of dual use products subject to export control” 5. Governmental Resolution N 451 from 1 December, 2011 on “Approving permit forms and rules of issuance of permits for export, import, re-export and transit of dual use products subject to export control”	X		
9	Exceptions from licensing	X	1. Nuclear and Radiation Safety Law, Art. 1 2. Law on Export and Import Control of Weapons, Military Equipment and Dual-use Materials, Art. 8 3. Georgian Law on Licensing and Permits			
10	Licensing of deemed export/visa					

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of NW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.		Remarks
		YES	If YES, indicate source document	YES	If YES, indicate source document	
11	National licensing authority	X	1. Law on Export and Import of Weapons, Military Equipment and Dual-Use Materials of 1/9/1998	X		
12	Interagency review for licences	X	2. Presidential Decree No. 408 on Certain Measures for Settlement of Issues on the Export, Re-export and Transit of Dual-Use Materials Subject to Export Control of 22/9/2002 3. Presidential Decree No. 424 on Certain Measures for the Export Control of Dual-Use Materials (Technologies, Equipment, Service), of 04 July 1999; 4. Nuclear and Radiation Safety Law, Arts. 7 and 10; 5. Order No. 8 of the Minister of Environment on Statute of the Department for Nuclear and Radiation Safety of the Ministry of Environment and Natural Resources Protection of Georgia of 10.05.2013. 6. Law on License and Permits, Arts. 9 and 25.	X		

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of NW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.		Remarks
		YES	If YES, indicate source document	YES	If YES, indicate source document	
13	Control lists	X	1. Law on Export and Import of Weapons, Military Equipment and Dual-use materials of 1 September 1998 (new law in terms of harmonization to the EU legislation is on its final step of preparation) 2. Presidential Decree No. 408 on Certain Measures for Settlement of Issues on Export, Re-export and Transit of Dual-use Materials Subject to Export Control of 22/9/2002 3. Presidential Decree No. 424 on Certain Measures for the Export Control of Dual-Use Materials (Technologies, Equipment, Service) of 4/7/1999	X		
14	Updating of lists	X	List under Presidential Decree No. 408 on Certain Measures for Settlement of Issues on the Export, Re-export and Transit of Dual-Use Materials Subject to Export Control of 22/9/2002 (amended list in June 2011 and control list of dual-use materials partially harmonized with that of the European Union			

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of NW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.		Remarks
		YES	If YES, indicate source document	YES	If YES, indicate source document	
15	Inclusion of technologies	X	1. Law on Export and Import Control of Weapons, Military Equipment and Dual-use Materials; 2. Presidential Decree N 424 of the President on Certain Measures for Export Control of Dual-use Materials (Technologies, Equipment, Service) of 04.07.1999. 3. Presidential Decree N 408 on Certain Measures for Settlement of Issues on Export, Re-export and Transit of Dual-use Materials Subject to Export Control of 22.09.2002			
16	Inclusion of means of delivery	X	1. Law on Export and Import of Weapons, Military Equipment and Dual-Use Materials of 1998 2. Presidential Decree No. 424 on Certain Measures for Export Control of Dual-Use Materials (Technologies, Equipment, Service) of 4/7/1999 3. Presidential Decree No. 408 on Certain Measures for Settlement of Issues on the Export, Re-export and Transit of Dual-Use Materials Subject to Export Control of 22/9/2002			

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of NW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.		Remarks
		YES	If YES, indicate source document	YES	If YES, indicate source document	
17	End-user controls	X	1. Law on Export and Import Control of Weapons, Military Equipment and Dual-Use Materials, Arts. 2 and 8 2. Decree No. 408 of the President on Rules on Certain Measures for Settlement of Issues on the Export, Re-export and Transit of Dual-use Materials Subject to Export Control of 22/9/2002			
18	Catch all clause					
19	Intangible transfers	X	1. Nuclear and Radiation Safety Law. Art. 4, Law on Export and Import Control of Weapons, Military Equipment and Dual-use Materials 2. Decree N 408 of the President on Rules on Certain Measures for Settlement of Issues on Export, Re-export and Transit of Dual-use Materials Subject to Export Control of 22.09.2002			

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of NW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.		Remarks
		YES	If YES, indicate source document	YES	If YES, indicate source document	
20	Transit control	X	1. Nuclear and Radiation Safety Law, Arts. 18 and 38; Law on Licences and Permits, Arts. 18 and 40 2. Law on Export and Import Control of Weapons, Military Equipment and Dual-use Materials 3. Presidential Decree N 408 o on Certain Measures for Settlement of Issues on Export, Re-export and Transit of Dual-use Materials Subject to Export Control of 22.09.2002			
21	Trans-shipment control					
22	Re-export control	X	1. Nuclear and Radiation Safety Law, Art. 34 2. Law on Export and Import of Weapons, Military Equipment and Dual-Use Materials 3. Presidential Decree No. 408 on Certain Measures for Settlement of Issues on the Export, Re-export and Transit of Dual-Use Materials Subject to Export Control of 22/9/2002			
23	Control of providing funds					
24	Control of providing transport services					

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of NW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.		Remarks
		YES	If YES, indicate source document	YES	If YES, indicate source document	
25	Control of importation	X	1. Nuclear and Radiation Safety Law, Arts. 18 and 41 2. Law on Licences and Permits 3. Law on Export and Import Control of Weapons, Military Equipment and Dual-Use Materials; 4. Presidential Decree No. 408 on Certain Measures for Settlement of Issues on the Export, Re-export and Transit of Dual-Use Materials Subject to Export Control of 22/9/2002			
26	Extraterritorial applicability					
27	Other					

OP 6, 7 and 8 (d) — Control lists, Assistance, Information

State: Georgia
Date of report: 2013

S/AC.44/2013/20

Can information be provided on the following issues?		YES		Remarks
1	Control lists — items (goods/equipment/materials/technologies)	X	1. Presidential Decree No. 408 on Certain Measures for Settlement of Issues on the Export, Re-export and Transit of Dual-Use Materials Subject to Export Control of 22/9/2002 2. Presidential Decree No. 304 on the List of Military Items Subject to Export Control of 15/7/2000	
2	Control lists — other	X	Security Council resolutions 1737 (2006) , 1747 (2007) , 1803 (2008) , 1929 (2010) and related documents; European Union regulation No. 388/2012	
3	Assistance offered			
4	Assistance requested			
5	Assistance in place (bilateral/plurilateral/multilateral)	X	1. Nuclear Smuggling Outreach Initiative (NSOI) — engaged since 2006; joint action plan signed, 2007; Addendum signed, 2009 2. European Union outreach programme of control of dual-use items 3. Strategic Partnership between Georgia and the Export Control and Related Border Security Program of the United States Department of State	http://www.nsoi-state.net/bilateralpartnersengaged/georgia.asp
6	Information for industry			
7	Information for the public			